

CPN des 1-2 février : Résolution proposée par Anticapitalisme et Révolution

Résolution proposée par le courant Anticapitalisme et Révolution, amendée par le CCR et la TC. Nos amendements sont surlignés dans le texte.

1/ Un gouvernement « PS-Medef »

Le « pacte de responsabilité » porte à un niveau supérieur les attaques du gouvernement contre les salariés et les classes populaires. Après l'ANI, le crédit d'impôt compétitivité et la contre-réforme des retraites, Hollande-Ayrault veulent en finir avec la branche familiale de la sécurité sociale, en offrant aux patrons un cadeau de plus de 30 milliards d'euros par an. Quant aux 65 milliards de nouvelles « économies » annoncées d'ici à 2017, ils se traduiraient par des coupes sombres dans les services publics et une austérité renouvelée contre leurs salariés.

En se ralliant **explicitement** à la dite « politique de l'offre », Hollande s'est aligné ouvertement sur les orientations néolibérales de la commission européenne, appliquées par tous les gouvernements en Europe. Ses prétentions de mener une politique différente (lutte contre « la finance »...) se sont évaporées. Il l'a confirmé en recevant Peter Hartz, inspirateur des plans qui ont précarisé et enfoncé dans la misère des millions de travailleurs allemands : c'est bien une politique « à la Schroeder » qu'il entend mener, en liquidant une grande partie des acquis dont la classe ouvrière dispose encore en France. Les « socialistes » au pouvoir ont pour objectif de réaliser, pour le compte du patronat, ce que Sarkozy n'avait pu qu'esquisser. **[Amendement refusé en commission par A&R, non soumis en plénière : Dans un contexte de crise de rentabilité du capital, le « programme commun » de la bourgeoisie est de multiplier les attaques pour augmenter les marges et relancer l'accumulation. Il n'y pas de marge de manœuvre pour une politique alternative (keynésienne ou antilibérale) dans le cadre du système.]**

Gattaz a immédiatement « salué » les annonces gouvernementales, en signalant que le plan de Hollande reprenait exactement la proposition qu'il lui avait « apportée sur un plateau » sous le nom de « pacte de confiance ». Au-delà du contenu précis des mesures à venir, c'est une véritable alliance politique qui a été scellée entre le PS et le Medef. Ceux-ci sont d'accord non seulement sur le fond mais aussi sur la forme : le moyen de faire passer les nouvelles contre-réformes sera d'y associer les organisations syndicales.

Si le PS et le Medef sont désormais les deux principaux soutiens du gouvernement, une troisième force les appuie en effet de manière plus officieuse : les principales directions syndicales. La déclaration commune CFDT-CGT-FSU-UNSA du 14 janvier se place ainsi clairement dans le cadre de l'application du pacte de responsabilité. Il est significatif

qu'elle s'y réfère, comme exemple à suivre, au « pacte pour la Bretagne » qui a répondu à des exigences du patronat de la région sans apporter aucune réponse aux travailleurs en lutte contre les licenciements.

La droite a été déstabilisée par l'accord Hollande-Gattaz qui reprend une grande partie de ses propositions. On a vu les déclarations de ses dirigeants osciller entre un franc soutien (Raffarin, Borloo, Baroin...), le déni et des tentatives de surenchère. Cette situation conforte le Front national, alors que dans le même temps les secteurs les plus radicaux de « la Manif pour tous » (extrême droite catholique et groupes fascistes) occupent la rue, renforcés par les partisans de Dieudonné.

2/ Le phénomène Dieudonné et la politique de Valls

Le développement du racisme accompagne l'offensive de la classe dirigeante. L'affaire Dieudonné est un symptôme de la progression de l'influence de l'extrême-droite dans nos milieux. Comment y répondre ?

Tout d'abord, nous devons expliquer que c'est Hollande et Valls qui nourrissent la montée de l'extrême-droite dans ses différentes composantes. Par leur politique économique et sociale tournée contre les couches populaires, mais aussi par leurs déclarations et mesures racistes (sans-papiers, Roms) et islamophobes. De plus les interdictions de spectacles de Dieudonné le victimisent, en même temps qu'elles constituent des précédents qui pourraient être utilisées demain pour restreindre les libertés démocratiques de ceux qui contestent réellement le système.

Nous devons cependant avoir conscience de l'incapacité actuelle du mouvement ouvrier à défendre les secteurs de la classe ouvrière visés par le racisme, en particulier les musulmans. Cela ouvre un espace à Dieudonné-Soral, qui eux mènent une politique en direction de ceux qu'ils appellent les « Français musulmans d'origine immigrée », dans le but de gagner ce secteur de la classe ouvrière à un projet nationaliste. Ils adoptent un positionnement prétendument anti-système et anti-islamophobie en cherchant à tourner la colère sociale contre un bouc émissaire : les juifs. De manière parallèle aux amalgames islamophobes (musulmans = intégristes = terroristes), Dieudonné et ses amis nourrissent l'identification entre juifs et sionistes en faisant appel aux préjugés antisémites les plus abjects. Plus largement, c'est tout un milieu d'ultra-droite qui est à l'offensive autour de l'opposition au droit à l'IVG, à la « théorie du genre » et du slogan « Hollande démission ».

Si nous rappelons constamment que patronat et gouvernement sont les premiers responsables de la situation en cherchant à unifier les résistances contre eux, nous devons également aller à contre-courant de l'idéologie antisémite nauséabonde de Dieudonné et consort dans nos milieux. La dénonciation de Dieudonné ne doit pas se faire sur un plan moral mais sur un plan de classe (explication de ses liens avec l'extrême droite, démonstration que l'extrême droite sert les intérêts du capital) et anti-impérialiste (lutte contre notre propre impérialisme et son oppression sur les peuples

arabo-musulmans et africains subsahariens, lutte contre l'Etat d'Israël). Et cela d'autant plus que cette influence - comme celle de divers groupuscules fascistes - gagne du terrain comme l'a montré en particulier la journée du 26 janvier. Malgré son hétérogénéité, sa réussite doit nous alerter sur les risques de voir l'extrême droite agréger des milieux divers et contribuer à leur radicalisation. La dénonciation de Dieudonné ne doit pas se faire sur un plan moral mais sur un plan de classe : explication de ses liens avec l'extrême droite, démonstration que l'extrême droite sert les intérêts du capital.

Nous menons donc la bataille idéologique contre les diverses variantes de l'extrême droite. Cependant, nous comprenons que sa montée ne sera balayée que par une contre-offensive du monde du travail. C'est en prouvant que la lutte de classes est capable de résoudre les problèmes que se posent les travailleuses et les travailleurs que l'influence de l'extrême droite reculera de manière décisive. C'est en même temps seulement à partir du mouvement ouvrier organisé et d'un front-unique pour l'action que les tâches d'auto-défense à l'égard d'une éventuelle multiplication des attaques de groupes fascistes peut se poser de façon quelque peu sérieuse. **Dans notre matériel, dans les médias, il est important de convaincre les travailleurs de la possibilité d'une alternative à la barbarie capitaliste, d'où l'importance d'articuler le combat contre les attaques du gouvernement et la propagande pour une issue socialiste à la crise.**

3/ Fissures au Front de gauche

L'accentuation de l'offensive capitaliste endossée explicitement par Hollande engendre des tensions au sein du FdG, entre le PG et le PCF mais aussi au sein de ce dernier. En période électorale, le PCF par son nombre important d'élus a un intérêt direct à préserver ses relations avec le PS et à ne pas s'opposer frontalement à lui. Cela coûte beaucoup moins cher au PG de dénoncer le gouvernement et de prendre position contre la confiance à ce gouvernement, reprenant à son compte au passage l'expression « opposition de gauche au gouvernement ». Une opposition qui se situe cependant sur un terrain strictement électoral et institutionnel, les luttes n'étant qu'accessoire. Selon la déclaration du bureau national du PG en date du 20 janvier, sa matérialisation serait... les listes Front de gauche aux municipales, ainsi que les accords locaux passés avec EELV et même, parfois, le PS !

Les contradictions au sein du FdG proviennent aussi de la nature sociale de sa base militante et de sa direction : les échelons intermédiaires de la bureaucratie syndicale qui forment son ossature militante ont une certaine sensibilité à la pression de son milieu social, frappé par la politique du gouvernement. C'est ce qui pousse le FdG à périodiquement adopter une posture en opposition au gouvernement, et à organiser des manifestations dont l'objectif est de canaliser la colère sociale.

Cependant lorsque que le gouvernement s'est trouvé réellement menacé comme lors de la montée du mouvement en Bretagne, où le risque de contagion au reste du pays était réel, la direction du Front de Gauche, dont l'intégration à l'appareil d'Etat **doit être**

mise en évidence et dénoncée, est dans son ensemble montée au créneau et a été à la manœuvre pour protéger le gouvernement contre tout risque de mobilisation populaire.

4/ Faire obstacle au pacte de responsabilité

La bataille pour mettre en échec le pacte de responsabilité sera au centre de notre intervention au cours des mois à venir. Nous devons mener une campagne politique (meetings, affiches, presse du parti, médias) de dénonciation du gouvernement « PS-Medef ». Expliquer à la fois la nature capitaliste de ce gouvernement, la nécessité d'organiser la contre-offensive et celle de rompre avec le « dialogue social » qui n'est que le nom de la collaboration des organisations qui se réclament des travailleurs avec leurs ennemis directs.

Nous travaillons à unir dans l'action toutes les forces - politiques, syndicales, associatives - qui se déclarent opposées au pacte de responsabilité. En même temps, face à la politique des principales directions syndicales, il devient indispensable de développer, à la fois, des oppositions syndicales et l'auto-organisation des salariés en lutte.

Dans les syndicats, nous menons campagne pour le retrait du pacte de responsabilité, contre la participation des organisations syndicales à la « conférence sociale », **contre leur projet de négociation du pacte de responsabilité de même que nous sommes fondamentalement en désaccord avec le programme du PC visant à moduler les cotisations sociales**. Nous y proposons un plan d'action et de mobilisation, par la convocation de réunions publiques, d'assemblées générales d'information sur les décisions gouvernementales. Ce plan d'action devrait être rythmé par une première grande journée de grève nationale préparant une lutte d'ensemble, **une grève générale, bloquant le fonctionnement de l'économie pour mettre en échec ce pacte**. Les journées avancées par la CGT le 6 février et par FO le 18 février sont loin de répondre à cette **préoccupation même si nous devons y participer mais pour y défendre une perspective différente, en rupture avec le dialogue social et en opposition claire avec les déclarations visant à accompagner le pacte de stabilité PS/Medef**. Nous défendons ces axes en particulier dans la CGT, **mais aussi dans la FSU**, en cherchant à unifier les différentes structures et courants oppositionnels. A l'approche de son congrès, nos militants impliqués dans Solidaires, qui se positionne comme « organisation syndicale combative », mènent la bagarre pour qu'une initiative en ce sens soit prise tout en interpellant les autres centrales.

Par ailleurs nous réunissons sur les lieux de travail des salariés syndiqués ou non pour informer, dénoncer et préparer la mobilisation contre le pacte de responsabilité.

5/ « Opposition de gauche » ou construction d'un « pôle ouvrier » et populaire

Nous devons tirer les leçons de la mobilisation en Bretagne. La constitution à l'initiative des camarades du NPA d'un « pôle ouvrier » à partir de salariés des

entreprises en lutte autour du mot d'ordre d'interdiction des licenciements était plus qu'une simple tactique juste. C'est la preuve qu'une intervention propre des travailleurs sur leurs propres mots d'ordre est possible dans la situation actuelle malgré toutes les difficultés, et que notre parti peut y jouer un rôle significatif.

Si on transpose la démarche à un niveau national, la constitution d'un « pôle ouvrier » autour d'un programme de mesures anticapitalistes clés qui prendrait la tête d'un vaste mouvement contre le gouvernement et le patronat... c'est exactement la politique que nous cherchons à mener. C'est bien à partir du regroupement de travailleurs en lutte qu'une solution politique tangible, opposée à la fois aux solutions nationalistes et à la politique du gouvernement, peut s'esquisser. Ce n'est pas à partir de l'idée d'une « opposition de gauche » qu'une partie des travailleurs les plus combatifs du mouvement ont commencé à s'organiser indépendamment, encore moins à partir de l'idée d'une alliance avec la direction du Front de gauche... Si opposition il doit y avoir, c'est une opposition au gouvernement qui vienne des travailleurs eux-mêmes, aidés par les révolutionnaires.

L'« opposition de gauche », selon les dirigeants du PG, cela ne dit pas quel programme permet de répondre à la crise du capitalisme. Si opposition il doit y avoir, elle est « ouvrière » au sens large : les différents secteurs de la classe ouvrière ne peuvent se mobiliser contre leurs ennemis communs (au lieu de s'opposer les uns aux autres) qu'à partir d'un plan d'urgence anticapitaliste : interdiction des licenciements, aucun contrat précaire, annulation de la dette, régularisation de tous les sans-papiers, etc. Nous lions le combat contre les licenciements à l'objectif de l'expropriation des grands groupes capitalistes et de leur gestion par les travailleurs/ses. « Opposition de gauche » ne dit pas non plus quelle force sociale est capable de s'affronter au gouvernement et de fournir la base d'un autre pouvoir. **[Amendement rejeté en plénière par A&R, voté par TC/CCR et 1 Y, 10 pour, 14 contre: Comme parti, nous devons articuler ouvertement la défense des revendications et l'objectif du pouvoir des travailleurs/ses s'appuyant sur l'auto-organisation.]** Nous ne laissons pas à l'extrême droite nationaliste, raciste et démagogue le monopole du combat contre l'Union européenne : nous nous battons clairement pour en finir avec l'Union européenne soutenue en France par le PS et l'UMP, pour la mise en place d'une Europe socialiste des travailleurs/ses. Enfin, contrairement aux réformistes chauvins du Front de gauche, nous continuons à dénoncer sans relâche l'intervention du gouvernement en Centrafrique et au Mali, la Françafrique en général et toute la politique impérialiste de la France aux intérêts du patronat.

C'est pour cela que la politique menée jusqu'ici d'encourager de façon systématique des listes communes avec les amis de Mélenchon aux élections municipales (en Bretagne ou ailleurs) est une faute politique cardinale. Le slogan de la délégation des Bonnets rouges au meeting de Saint-Malo, « Poutou welcome, Mélenchon go home », a mis en évidence le caractère contre nature de cette alliance. En voulant privilégier les relations avec le Front de gauche, on ne donne pas de perspectives aux travailleurs qui se mobilisent et on aggrave la confusion politique. Le profil et le programme de la

grande majorité des listes unitaires (y compris dans certains cas avec EELV) auxquelles le NPA participe ont une fois de plus permis aux réformistes de peser sur nous plutôt que l'inverse.

Nos campagnes électorales (municipales et européennes) doivent au contraire nous permettre d'élargir nos milieux sympathisants et de recruter de nouveaux membres autour d'une politique de confrontation avec le gouvernement, le patronat. C'est lorsque nous intervenons sur le terrain de la confrontation avec la politique du gouvernement que nous réussissons à polariser les discussions dans des milieux larges, comme l'a prouvé le bon écho des dernières interventions d'Olivier Besancenot dans la presse, ou lorsque Philippe Poutou était publiquement apparu comme celui qui soutenait les travailleurs Bretons.

6/ Notre intervention dans les entreprises et les secteurs

Le rassemblement autour des Goodyear de fin janvier n'a pas débouché sur une proposition claire et nette de rassemblement des forces disponibles pour une mobilisation commune contre les licenciements. Mais il a montré qu'un nombre non négligeable de militants et d'équipes syndicales sont en attente de discussions concernant les moyens de se coordonner.

Chercher à regrouper les boîtes qui licencient, défendre l'idée d'une mobilisation nationale contre les licenciements et les suppressions d'emplois reste un axe essentiel de notre agitation et de notre activité quotidienne. Nous tentons d'impulser une réunion des équipes militantes prêtes à discuter de l'objectif d'une mobilisation commune contre les licenciements et les suppressions d'emplois. Ce qui a manqué jusqu'ici, ce ne sont pas les occasions de s'adresser aux travailleurs en ce sens : c'est une politique, qui consisterait à s'adresser à l'ensemble des travailleurs mais aussi à toutes les couches sociales écrasées par la politique gouvernementale, pour appeler à une mobilisation commune ; une politique qui n'a pas été menée par ceux qui à un moment ou à un autre en ont eue les moyens, comme LO au plus fort de la grève PSA ou la CGT Goodyear quand elle a occupé le centre de l'actualité. Pour ce qui est de Goodyear malgré la combativité des salariés, la stratégie de la direction de la CGT, axée essentiellement sur une bataille juridique et non pas sur l'auto-organisation ouvrière et la convergence des luttes n'a pas permis d'éviter la fermeture de l'usine.

Nous devons donc chercher pas à pas à nous donner les moyens de mener cette politique. La première étape, c'est de s'appuyer sur le bilan positif de la rencontre nationale public-privé et donner les moyens à la CILT de recenser les moyens militants dont nous disposons pour mettre en œuvre notre orientation, secteur par secteur. C'est en mettant en relation en permanence notre orientation avec les moyens de la mener sur le terrain que nous pourrions graduellement réunifier le parti autour de débats ancrés dans des bilans tirés de l'intervention réelle. Ce travail de centralisation ne pourra que favoriser notre implantation dans les secteurs stratégiques, sans laquelle il est difficile de faire autre chose que commenter les luttes ou au mieux chercher à les

influencer de l'extérieur. Nous devons par ailleurs entamer un débat concernant les réponses à donner aux fermetures d'entreprises. Entre les luttes isolées pour des indemnités de licenciement et une lutte généralisée pour l'interdiction des licenciements, les possibilités de développement de la lutte peuvent aussi passer par l'occupation en vue de la réquisition et de la remise en route sous gestion ouvrière.

Dans l'Éducation nationale, plusieurs mobilisations locales (Landes, 92) ont fait suite aux annonces des Dotations horaires globales. Un mouvement se développe également dans les ESPE (ex-IUFM). Nous cherchons à étendre ces mobilisations géographiquement et vers la jeunesse (lycéens). Les axes revendicatifs essentiels pour les enseignants sont les questions budgétaires. Les mots d'ordre particuliers au 1^{er} degré restent centrés autour des rythmes scolaires ; dans le 2nd degré, le milieu est d'avantage mobilisé sur la question du statut qui rejoint sur certains points les préoccupations de leur collègues du primaire sur la question de l'annualisation du temps de travail ou la mise en cause du cadre du cadre national de l'éducation nationale. ... c'est la défense du statut de fonctionnaire. Au-delà des mots d'ordre unifiants, nous expliquons également que c'est en additionnant ses propres forces avec celles des différents métiers que chacun a le plus de chance de gagner sur ses propres revendications. **En ce sens, nous menons le combat, dans les syndicats, notamment ceux majoritaires de la FSU, et dans les AG de prof-e-s, pour une grève nationale de l'Éducation au retour des vacances d'hiver.**

A la SNCF, en attendant les élections professionnelles, les directions syndicales ne se préoccupent pas de préparer l'affrontement contre la future réforme ferroviaire, dont l'adoption est planifiée en juin. Des débrayages locaux en réaction aux agressions de conducteurs ou de contrôleurs montrent que la situation est tendue. Nous argumentons en faveur de la préparation d'une mobilisation nationale du secteur autour du rejet de la réforme ferroviaire, contre les suppressions d'emplois et pour l'augmentation des salaires, sans attendre le résultat des élections professionnelles.

A La Poste, une bataille a été menée à l'initiative des militants du NPA et d'autres dans SUD-PTT en faveur d'une journée de grève nationale de l'ensemble du secteur, pour tenter de commencer à surmonter l'émiettement géographique et par métiers des luttes. A la veille d'annonces que la direction du Groupe et le gouvernement veulent fracassantes, la question d'une grève nationale est aujourd'hui à l'ordre du jour de l'intersyndicale du secteur. Nous militons dans la CGT et dans SUD pour fédérer les luttes locales dispersées, pour tisser des liens entre les métiers et pour que la journée de grève nationale probable ne soit pas sans lendemain. Nous convoquons là où nous le pouvons des AG de ville, départementales ou régionales de postiers syndiqués ou non pour discuter de ces perspectives.

Dans l'auto, à Renault, la CGT a attaqué l'Accord de compétitivité devant les tribunaux. Il en résulte la possibilité pour les équipes syndicales CGT de remobiliser les salariés en vue de bloquer l'application de l'accord dans les établissements de fabrication. Ce qui suppose de mener bataille au sein de la CGT pour surmonter l'obstacle que

constitue le chantage aux fermetures de sites.

7/ La défense du droit à l'avortement

Parce que le droit à l'IVG est une question qui concerne directement l'ensemble des femmes, les mobilisations actuelles peuvent aider à relancer le mouvement féministe sur des bases de masse. Le succès des manifestations du 1er février (40.000 personnes dans tout la France) montre que c'est possible. Par ailleurs, les restrictions en matière du droit à l'avortement pénalisent davantage les femmes travailleuses et des milieux populaires, qui n'auraient pas les moyens de se payer un IVG à l'étranger et seraient contraintes de risquer leurs vies en pratiquant des avortements clandestins. Nous combinons donc la construction d'un mouvement large et unitaire contre les attaques concernant ce droit fondamental avec un discours de classe. La dimension internationale de la bataille est importante : ce qui se déroule dans l'Etat espagnol influe directement sur le rapport de forces en France et en Europe. Mais il y a aussi une actualité directe dans notre pays, car si Hollande-Ayrault, Touraine et Valaud-Belkacem se présentent comme de grands défenseurs du droit à l'avortement, ils le mettent en cause dans la pratique par leur politique d'austérité à l'hôpital, ponctuée de fermetures de centres d'IVG. Dans notre intervention de parti, nous combinons donc la solidarité envers le mouvement de l'Etat espagnol, la nécessité d'imposer ou défendre le droit à l'avortement dans toute l'Europe, avec une lutte contre la politique du gouvernement, sur ce terrain-là également.

8/ La bataille de Notre-Dame-des-Landes

Les arrêtés préfectoraux autorisant le début des travaux préparatoires et les déclarations gouvernementales faites dans le même sens donnent une nouvelle urgence à la lutte contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. La manifestation du 22 février à Nantes sera un moment important dans cette bataille, qui s'oppose frontalement au gouvernement à travers la personne du Premier ministre, auteur et responsable du projet. Le fait que parmi les nombreux secteurs qui y appellent figurent **une partie des** Bonnets rouges bretons signifie aussi qu'elle pourrait constituer une étape vers la convergence des luttes. Cela renforce la nécessité pour le NPA d'en faire une échéance centrale de mobilisation.

Anticapitalisme et Révolution, le 12 février 2014